La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Mars 2004 : déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars

Un déficit budgétaire de 1,2 milliard a été constaté en mars 2004, soit une détérioration de 248 millions comparativement au déficit redressé de 987 millions observé en mars 2003. D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires sont en hausse de 2,7 milliards, sous l'effet de fortes augmentations des rentrées d'impôt des sociétés et de taxe sur les produits et services (TPS), tandis que les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars. Cette évolution positive du solde budgétaire a été largement compensée par l'augmentation de 3,2 milliards des charges de programmes, surtout attribuable aux obligations découlant de la tranche spéciale de 2 milliards du supplément en espèces du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) versé aux provinces et aux territoires pour la santé, et à l'aide transitoire spéciale de 995 millions accordée aux agriculteurs canadiens.

D'avril 2003 à mars 2004 : excédent budgétaire de 7,6 milliards de dollars

L'excédent budgétaire est estimé à 7,6 milliards de dollars pour la période d'avril 2003 à mars 2004, en baisse de 2,6 milliards par rapport à l'excédent de 10,2 milliards constaté pour la période correspondante de 2002-2003. Les revenus budgétaires ont augmenté de 5,5 milliards, ou 3,1 %, surtout sous la poussée des rentrées d'impôt des sociétés (en hausse de 5,6 milliards). La faiblesse des autres sources de revenus traduit les répercussions économiques de certains chocs intérieurs qui ont ébranlé l'économie canadienne en 2003. Les charges de programmes ont augmenté de 10,0 milliards, soit 7,8 %, principalement en raison de l'annonce de nouvelles initiatives de dépenses dans les derniers budgets. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,9 milliard de dollars, ou 5,1 %, traduisant la baisse des taux d'intérêt.

Excédent budgétaire estimatif pour 2003-2004, selon le budget de mars 2004 : 1,9 milliard de dollars

Ces données ne constituent pas les résultats vérifiés définitifs pour l'exercice 2003-2004. Il reste encore à annoncer les habituels rajustements comptables de fin d'exercice, qui comprennent les coûts des obligations engagées pendant l'exercice pour lesquelles aucun paiement n'a été effectué en 2003-2004, la réévaluation des activités de prêt et les rajustements finaux de l'impôt couru. Au cours des années passées, ces rajustements ont fait passer le solde budgétaire d'avril à mars de 3 à 7 milliards de dollars. L'an dernier, les rajustements se situaient dans la partie inférieure de cette fourchette, surtout en raison d'un certain nombre de rajustements ponctuels positifs relativement aux activités de prêt, lesquels ne devraient pas être répétés cette année. Les résultats définitifs pour 2003-2004 seront rendus publics à l'automne 2004.

Mars 2004 : résultats budgétaires

Le déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars constaté en mars 2004 dépasse de 248 millions le déficit déclaré en mars 2003.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, qui se chiffrent à 17,8 milliards de dollars, ont grimpé de 2,7 milliards, soit 17,6 %.

- Les revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 5,4 %, ce qui est surtout attribuable à la hausse des retenues à la source découlant de l'augmentation du nombre d'emplois et, par conséquent, du revenu des particuliers.
- Les revenus au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont grimpé de 1,5 milliard de dollars, soit presque deux fois plus que l'an dernier. L'augmentation d'une année sur l'autre est attribuable en partie au calendrier des règlements finaux relativement à l'année d'imposition 2003. En outre, l'augmentation des bénéfices des sociétés en 2003 a entraîné une diminution des remboursements et une poussée des acomptes mensuels. Les sociétés sont tenues de verser des acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou l'impôt à payer prévu pour l'exercice en cours. Pour l'année civile 2003, les acomptes mensuels ont été fondés en grande partie sur l'impôt à payer de l'année d'imposition 2002, une année de faibles bénéfices. Compte tenu de la reprise vigoureuse des bénéfices en 2003, les sociétés versent actuellement des acomptes fondés sur leur impôt à payer de 2003.
- Les revenus liés aux taxes et droits d'accise ont grimpé de 1,3 milliard de dollars, ou 63,1 %, exclusivement en raison d'une augmentation de 1,4 milliard des revenus de TPS. Les revenus de TPS plus élevés traduisent une forte

augmentation des recettes brutes tirées des importations et des ventes intérieures, reflet de fortes ventes au détail en février 2004, et d'une baisse marquée des remboursements. La diminution d'une année sur l'autre des remboursements traduit principalement le calendrier des remboursements demandés en 2002-2003, qui a entraîné une importante augmentation des remboursements versés en mars 2003. Les autres composantes des droits et des taxes d'accise ont affiché des diminutions d'une année sur l'autre. Les droits de douane à l'importation ont baissé de 16,2 %, surtout en raison de l'appréciation du dollar canadien.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 3,5 % alors que la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales pour 2004 est de 1,98 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,10 $ en 2003) a plus que compensé la progression de l'emploi et, donc, du nombre de personnes versant des cotisations.
- Les autres revenus, soit les revenus tirés des sociétés d'État, de la vente de produits et services, et des opérations de change, ont chuté de 0,5 milliard de dollars. Cette composante est extrêmement volatile d'un mois à l'autre.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes en mars 2004 ont été de 16,1 milliards de dollars, en hausse de 3,2 milliards, ou 24,7 %, par rapport à mars 2003, surtout en raison de paiements de transfert plus élevés.

Les paiements de transfert ont augmenté de 3,4 milliards de dollars, principalement sous l'effet de l'obligation de 2 milliards au titre du supplément en espèces du TCSPS versé aux provinces et aux territoires pour la santé, et de l'aide de 995 millions accordée aux agriculteurs.

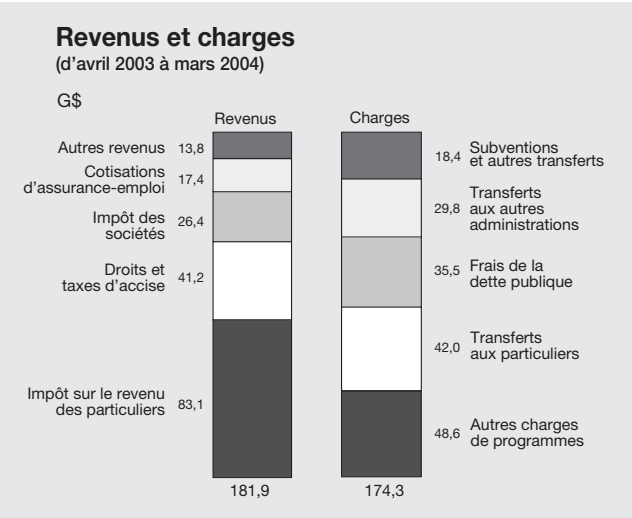
- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont diminué de 2,8 % d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont grimpé de 4,2 % en raison de l'augmentation de la moyenne des prestations, attribuable à la hausse de l'inflation au début de 2003, et de l'accroissement du nombre de personnes admissibles aux prestations. Les versements de prestations d'assurance-emploi ont diminué de 12,6 %, surtout parce que mars 2004 comptait un cycle de paiement de moins par rapport à l'année précédente. Comme il est indiqué dans *La revue financière* du mois dernier, il y avait eu un cycle de plus en février 2004.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire le TCSPS, les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour programmes permanents, ont plus que doublé, résultat de l'obligation de 2 milliards de dollars, confirmée par l'adoption du projet de loi C-18, au titre du supplément en espèces du TCSPS pour la santé. Les transferts fiscaux se composent de la péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et des recouvrements ayant trait aux allocations aux jeunes. En février 2004, les estimations officielles des droits à péréquation pour 2003-2004, la principale composante des transferts fiscaux, ont été révisées à la baisse puisque les données fiscales pour 2002 reçues à la fin de janvier 2004 montraient que l'augmentation des revenus en Ontario avait été sensiblement plus faible que prévu. Cela a eu pour effet d'atténuer les disparités fiscales entre les provinces, d'où une diminution des droits à péréquation. L'effet net de ces révisions sera réparti au prorata sur le reste de l'exercice 2003-2004.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 1,6 milliard de dollars, ou 64 %, surtout du fait de l'aide transitoire de 995 millions accordée aux agriculteurs canadiens, qui a été annoncée le 22 mars 2004. Cette aide avait pour objet d'aider le secteur agricole aux prises avec un certain nombre de chocs et d'imprévus dans la dernière année. De plus, les transferts pour la santé ont été en hausse en raison d'obligations de l'Ontario au titre des charges liées à la lutte contre le syndrome respiratoire aigu sévère.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense nationale. Les transferts aux sociétés d'État sont demeurés pratiquement inchangés. Les charges consacrées à la défense ont légèrement reculé, tandis que celles de tous les autres ministères et organismes ont diminué de 8,0 %. Les variations mensuelles dépendent en grande partie du calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 8,4 %, en raison principalement d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêt, l'encours de cette dette étant demeuré en grande partie inchangé.

D'avril 2003 à mars 2004 : résultats budgétaires

D'avril 2003 à mars 2004, soit l'exercice 2003-2004, un excédent budgétaire de 7,6 milliards de dollars a été enregistré, soit une détérioration d'une année sur l'autre de



2,6 milliards par rapport à l'excédent de 10,2 milliards affiché pour la période correspondante de 2002-2003. La diminution de l'excédent est attribuable à l'incidence sur les revenus du ralentissement économique résultant d'une série de chocs survenus dans l'économie canadienne et aux répercussions des initiatives de dépenses et de la réduction des impôts annoncées dans les derniers budgets.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, à 181,9 milliards de dollars, ont augmenté de 5,5 milliards, ou 3,1 %, puisque des hausses de 5,6 milliards des revenus au titre de l'impôt des sociétés et de 2,0 milliards au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont été partiellement compensées par des baisses des autres principales composantes des revenus.

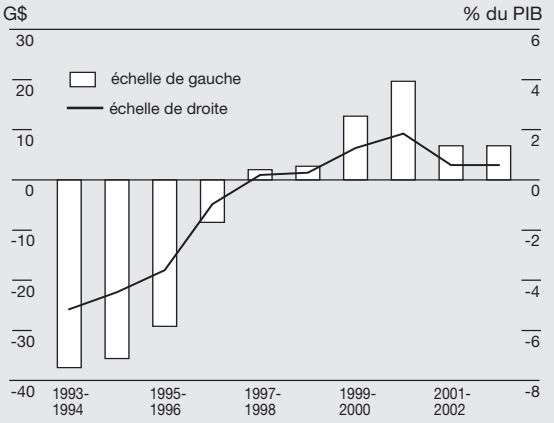
- Les revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,0 milliards de dollars, ou 2,4 %, en raison de l'augmentation des versements d'impôt sur les revenus d'emploi, étant donné que l'emploi et, par conséquent, le nombre de Canadiens qui paient de l'impôt, ont progressé par rapport à l'exercice précédent. L'incidence nette de cette augmentation des revenus de l'impôt sur les revenus d'emploi a été quelque peu atténuée par l'abaissement des taux d'imposition annoncé dans les budgets précédents.
- Les revenus de l'impôt des sociétés ont augmenté de 5,6 milliards de dollars, soit 26,9 %, sous l'effet d'une forte reprise des bénéfices des sociétés en 2003, de même qu'en raison de la diminution des remboursements liés aux cotisations de l'année précédente.
- Les revenus des droits et des taxes d'accise ont diminué de 0,5 milliard de dollars par suite de baisses d'une année sur l'autre des revenus de TPS et de droits de douane à l'importation, compensées en partie par des augmentations des taxes de vente et d'accise. Parmi les composantes des revenus au titre de la TPS, les recettes brutes sur les importations ont fortement diminué, tandis que celles tirées des ventes nationales sont demeurées pratiquement inchangées par rapport à la même période l'an dernier. Comme prévu, les questions de calendrier ayant contribué à la faible croissance des remboursements dans la première moitié de 2003-2004 ont été annulées, si bien que le niveau actuel des remboursements est inférieur à celui de l'an dernier et qu'il correspond à la diminution des recettes brutes. Par contre, la forte accélération de la construction résidentielle et des dépenses dans le secteur des municipalités, des universités, des écoles et des hôpitaux s'est traduite par des remboursements nettement plus élevés. Les droits de douane à l'importation ont diminué de 10,4 %, résultat de l'appréciation de la valeur du dollar canadien. Les taxes de vente et d'accise ont progressé de 2,8 %.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 4,3 % étant donné que la réduction des taux de cotisation a plus que compensé l'incidence de l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.
- Les autres revenus ont diminué de 6,7 %.

Les charges de programmes d'une année sur l'autre pour la période d'avril 2003 à mars 2004, qui s'établissent à 138,8 milliards de dollars, ont augmenté de 10 milliards, ou 7,8 %, par rapport à la même période en 2002-2003, toutes les principales composantes ayant augmenté.

Les paiements de transfert ont augmenté de 7,8 milliards de dollars, ou 9,4 %.

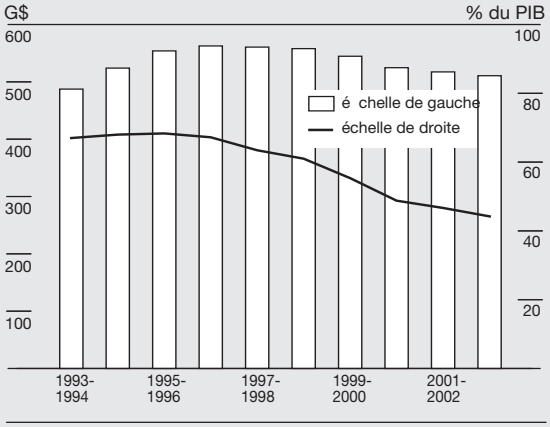
- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 1,7 milliard de dollars, ou 4,2 %. Les prestations aux aînés se sont accrues de 4,7 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont progressé de 3,3 % en raison d'une augmentation du nombre de bénéficiaires et d'une hausse des prestations hebdomadaires moyennes.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

- Les principaux transferts aux autres administrations ont grimpé de 3,2 milliards de dollars, ou 12,2 %, traduisant principalement la hausse des droits au titre du TCSPS et l'obligation associée au supplément en espèces de 2 milliards au titre du Transfert.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 2,8 milliards de dollars, ou 18,1 %, principalement sous l'incidence de mesures annoncées dans les budgets précédents, notamment l'aide de 995 millions accordée aux agriculteurs.

Les autres charges de programmes ont connu une hausse de 2,3 milliards de dollars, soit 4,9 %, toutes les catégories ayant augmenté. La progression des charges des sociétés d'État, de la Défense nationale et de tous les autres ministères et organismes gouvernementaux est essentiellement attribuable à l'accroissement des charges de fonctionnement et aux initiatives stratégiques annoncées dans les budgets antérieurs.

Les frais de la dette publique ont diminué de 5,1 %, surtout en raison d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêt.

Ressources financières de 3,1 milliards de dollars d'avril 2003 à mars 2004

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 4,4 milliards de dollars en 2003-2004, en baisse de 0,8 milliard par rapport aux besoins de la période correspondante de l'exercice 2002-2003, surtout en raison d'une augmentation des ressources financières nettes attribuables aux opérations de change.

Avec un excédent budgétaire de 7,6 milliards de dollars et des besoins nets de 4,4 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, les ressources financières s'établissaient à 3,1 milliards pour la période d'avril 2003 à mars 2004, en baisse comparativement aux ressources financières de 5,0 milliards observées au cours de la même période l'an dernier, résultat de la détérioration d'une année sur l'autre de l'excédent budgétaire.

Activités nettes de financement en baisse de 0,6 milliard de dollars

Compte tenu des ressources financières de 3,1 milliards de dollars, le gouvernement a réduit ses activités nettes de financement de 0,6 milliard, et il a accru ses soldes de trésorerie de 2,6 milliards. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de mars s'établissaient à 17,3 milliards de dollars.

Note aux lecteurs

Depuis avril 2003, *La revue financière* présente les résultats financiers selon la comptabilité d'exercice intégrale. La nouvelle présentation a nécessité la refonte des résultats mensuels publiés précédemment pour 2002-2003. Elle a aussi entraîné un certain nombre de modifications au chapitre de la classification et de la terminologie.

Dans le cadre du budget de 2003, le gouvernement a mis en œuvre l'engagement de présenter ses états financiers suivant la comptabilité d'exercice intégrale. Auparavant, ces derniers étaient préparés d'après la comptabilité d'exercice modifiée. La comptabilité d'exercice intégrale permet de présenter un état plus complet de l'actif et du passif, et de donner une image plus claire de la situation financière du gouvernement. Selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, le solde budgétaire reflète mieux l'évolution de la conjoncture économique, plutôt que d'être à la remorque des événements de l'exercice précédent. Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés recommande que les instances supérieures des administrations publiques adoptent cette norme comptable. Celle-ci a aussi été fortement recommandée par le vérificateur général du Canada et le Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes.

Le passage à la comptabilité d'exercice intégrale a une incidence surtout sur les revenus fiscaux et les actifs non financiers (les immobilisations). Les revenus fiscaux sont désormais comptabilisés dans la période à laquelle ils se rapportent, et non lorsqu'ils sont reçus, comme c'était le cas avec la méthode modifiée. D'après la comptabilité d'exercice intégrale, le coût des immobilisations est maintenant réparti sur la période de vie utile de ces actifs. Selon la méthode modifiée, ces coûts étaient constatés durant l'année de leur acquisition. Pour de plus amples renseignements sur la mise en œuvre et l'incidence de la comptabilité d'exercice intégrale, voir l'annexe 6 du *Plan budgétaire de 2003*, à l'adresse www.fin.gc.ca.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	mars		d'avril à mars	
	2003	2004	2002-2003	2003-2004
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	15 177	17 842	176 407	181 892
Charges				
Charges de programmes	-12 912	-16 099	-128 785	-138 807
Frais de la dette publique	-3 252	-2 978	-37 426	-35 522
Solde budgétaire (déficit ou excédent)[1]	-987	-1 235	10 196	7 563
Opérations non budgétaires	1 762	3 301	-5 246	-4 433
Ressources ou besoins financiers	775	2 066	4 950	3 130
Variation nette dans les activités de financement	8 027	9 003	-2 157	-579
Variation nette dans l'encaisse	8 802	11 069	2 793	2 551
Encaisse à la fin de la période			14 740	17 250

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

[1] En vertu de la comptabilité d'exercice modifiée, un déficit de 4,4 milliards de dollars a été enregistré en mars 2003.

Tableau 2
Revenus budgétaires

	mars			d'avril à mars		
	2003	2004	variation	2002-2003	2003-2004	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 718	8 135	5,4	81 157	83 144	2,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 868	3 389	81,4	20 772	26 355	26,9
Autres impôts sur le revenu	226	195	-13,7	2 956	2 912	-1,5
Total des impôts sur le revenu	9 812	11 719	19,4	104 885	112 411	7,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 038	2 446	135,6	28 680	28 262	-1,5
Droit de douane à l'importation	272	228	-16,2	3 203	2 870	-10,4
Taxes de vente et d'accise	758	730	-3,7	9 397	9 660	2,8
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	47	45	-4,3	407	414	1,7
Total des taxes et droits d'accise	2 115	3 449	63,1	41 687	41 206	-1,2
Total des revenus fiscaux	11 927	15 168	27,2	146 572	153 617	4,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 775	1 713	-3,5	18 203	17 419	-4,3
Autres revenus	1 475	961	-34,8	11 632	10 856	-6,7
Total des revenus budgétaires	15 177	17 842	17,6	176 407	181 892	3,1

Tableau 3
Charges budgétaires

	mars			d'avril à mars		
	2003	2004	variation	2002-2003	2003-2004	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 186	2 277	4,2	25 720	26 939	4,7
Prestations d'assurance-emploi	1 576	1 378	-12,6	14 594	15 076	3,3
Total	3 762	3 655	-2,8	40 314	42 015	4,2
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 550	3 691	138,1	18 600	22 300	19,9
Transferts fiscaux	369	216	-41,5	10 453	10 081	-3,6
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-210	-285	35,7	-2 522	-2 615	3,7
Total	1 709	3 622	111,9	26 531	29 766	12,2
Subventions et autres transferts						
Agriculture	193	1 235	539,9	1 393	2 358	69,3
Affaires étrangères	742	674	-9,2	2 256	2 519	11,7
Santé	163	508	211,7	1 511	2 059	36,3
Développement des ressources humaines	138	169	22,5	1 451	1 614	11,2
Affaires indiennes et du Nord	454	481	5,9	4 151	4 268	2,8
Industrie et développement régional	370	479	29,5	1 959	2 435	24,3
Autres	501	655	30,7	2 899	3 192	10,1
Total	2 561	4 201	64,0	15 620	18 445	18,1
Total des paiements de transfert	8 032	11 478	42,9	82 465	90 226	9,4
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	57	20	-64,9	1 051	1 074	2,2
Société canadienne d'hypothèques et de logement	165	205	24,2	1 913	2 065	7,9
Autres	167	166	-0,6	2 045	2 125	3,9
Total	389	391	0,5	5 009	5 264	5,1
Défense	1 393	1 381	-0,9	11 328	11 933	5,3
Tous les autres ministères et organismes	3 098	2 849	-8,0	29 983	31 384	4,7
Total des autres charges de programmes	4 880	4 621	-5,3	46 320	48 581	4,9
Total des charges de programmes	12 912	16 099	24,7	128 785	138 807	7,8
Frais de la dette publique	3 252	2 978	-8,4	37 426	35 522	-5,1
Total des charges budgétaires	16 164	19 077	18,0	166 211	174 329	4,9

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	mars		d'avril à mars	
	2003	2004	2002-2003	2003-2004
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-987	-1 235	10 196	7 563
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissements en immobilisations	-696	-724	-2 685	-2 259
Autres activités d'investissements	-55	792	-779	-260
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	2 840	1 144	-7 664	-9 152
Opérations de change	-552	1 793	3 058	4 219
Amortissement des immobilisations corporelles	225	295	2 824	3 018
Total des autres activités	2 513	3 232	-1 782	-1 915
Total des opérations non budgétaires	1 762	3 301	-5 246	-4 433
Ressources ou besoins financiers nets	775	2 066	4 950	3 130

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	mars		d'avril à mars	
	2003	2004	2002-2003	2003-2004
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	775	2 066	4 950	3 130
Augmentation (+)/diminution (-) nettes dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	2 456	1 921	-5 671	-9 307
Bons du Trésor	4 650	6 700	10 400	8 800
Obligations d'épargne du Canada	-135	-15	-1 932	-1 680
Autres	-1	-34	-19	57
Total	6 970	8 572	2 778	-2 130
Emprunts en devises	-364	-564	-5 897	-597
Total	6 606	8 008	-3 119	-2 727
Comptes de pension et autres comptes	1 421	995	962	2 148
Variation nette dans les activités de financement	8 027	9 003	-2 157	-579
Variation dans l'encaisse	8 802	11 069	2 793	2 551

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2003	31 mars 2004	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	79 384	75 937	-3 447
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	288 245	278 939	-9 306
Bons du Trésor	104 411	113 211	8 800
Obligations d'épargne du Canada	22 584	20 904	-1 680
Autres	3 371	3 427	56
Total partiel	418 611	416 481	-2 130
Payable en devises	21 141	20 544	-597
Total de la dette non échue	439 752	437 025	-2 727
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	125 708	127 790	2 082
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	38 844	38 845	1
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	7 093	7 480	387
Autres régimes de retraite et autres comptes	9 359	9 038	-321
Total des régimes de retraite et autres comptes	181 004	183 152	2 148
Total de la dette portant intérêt	620 756	620 177	-579
Total du passif	700 140	696 114	-4 026
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	62 626	69 979	7 353
Comptes d'opérations de change	48 950	44 731	-4 219
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	23 748	25 031	1 283
Total des actifs financiers	135 324	139 741	4 417
Dette nette	564 816	556 373	-8 443
Actifs non financiers	54 240	53 360	-880
Dette fédérale (déficit accumulé)	510 576	503 013	-7 563

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Mai 2004